



Face à la bourgeoisie radicalisée riposte populaire !

Le 9 juin dernier, Emmanuel Macron annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale et fixait les nouvelles élections à une très courte échéance, avec un dépôt des candidatures se clôturant à peine 7 jours après l'annonce.

Une fois l'élection passée, tout à coup l'urgence disparut et la nomination d'un nouveau gouvernement a pu attendre...

Macron est le digne représentant de cette bourgeoisie qui veut bien de la démocratie, mais uniquement si les gens sont « raisonnables », de son point de vue, bien sûr. Maintenant que le résultat ne lui a pas plu, Macron use et abuse de son rôle de président de la République.

Enfin, ce 5 septembre il a nommé Michel Barnier membre du parti LR qui n'a pas participé au « front républicain » et qui est le plus à droite avant la coalition du RN.

Macron semble espérer avoir un gouvernement qui bénéficie de la bienveillance de l'extrême droite à l'Assemblée nationale.

Derrière ce cirque tragique, il s'agit bien de continuer la même politique au service des plus riches et des dominants. Peu importe les mobilisations contre la réforme des retraites ou les résultats des élections, ce qui compte c'est de continuer la même politique au service de la bourgeoisie. Le Medef, par la voix de son patron Patrick Martin, a d'ailleurs été on ne peut plus clair lors de sa dernière université d'été le 26 août : il faut poursuivre la même politique économique !

Le message envoyé est clair : la bourgeoisie se moque de la volonté de la population. Ce qui compte, c'est la perpétuation du système économique, social et politique qui lui profite à tous

points de vue.

Alors, un programme, même on ne peut plus réformiste comme celui du NFP, avançant timidement quelques réformes sociales, avec ces perspectives de réforme fiscale, de remise en cause de la dernière réforme des retraites et d'augmentation des salaires, est déjà considéré suffisamment insupportable pour être toléré. A cet égard, le 25 juillet dernier, Macron invitait un parterre de grands patrons à l'Elysée pour les rassurer : rien ne va changer.

■ L'exploitation et l'oppression pour seuls horizons

Deux jours auparavant, dans une interview lunaire, le même Macron a non seulement assumé de balayer d'un revers de main le résultat des élections législatives mais il a tranquillement considéré que le message envoyé par les électeurs était de continuer la même politique en allant plus fort et plus loin. Ce dernier va même jusqu'à dessiner le futur programme politique que le ou la candidat-e au poste de premier ministre se devra d'appliquer pour espérer être nommé :

- Toujours plus de répression sécuritaire (au promettant des « réponses plus fermes » pour la justice des mineurs) pour faire plaisir à l'extrême droite ou la droite extrême,
- Des français qui ne travailleraient pas assez (hors de question donc de revenir sur la réforme des retraites ou de réduire le temps de travail),
- Continuer de favoriser la « compétitivité » et « l'attractivité » c'est-à-dire gaver les entreprises d'aides publiques (plus de 160 milliards d'aides publiques par an).
- Continuer le massacre des services publics appelé en novlangue managériale : « débureaucratiser » les services publics.

Sur ces derniers points nous sommes bien placés au ministère du travail pour apprécier la continuité de la même politique comme si de rien n'était. Le 15 juillet dernier une note RH était diffusée visant à geler tout recrutement dans les services et organiser un plan social en ne renouvelant pas les détachements et en licenciant les collègues contractuel.le.s. Trois jours auparavant, le même gouvernement démissionnaire décidait de remettre en cause par décret le repos hebdomadaire pour les salariés agricoles.

Le « pacte d'action » proposé le 13 août dernier par Gabriel Attal pour gouverner avec LR se situe dans cette lignée en promettant toujours plus d'austérité budgétaire pour les services publics, toujours plus de moyens pour une politique sécuritaire et liberticide. La « défense » du « pouvoir d'achat » consiste elle en de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour rapprocher le salaire net du salaire brut. En un mot, la baisse de nos salaires réels en attaquant la Sécurité sociale.

■ Face à cette mascarade, que faire ?

Avec ces vils calculs politiques, la bourgeoisie nous fait prendre des risques inconsidérés face à l'extrême droite qui est toujours prête à tirer les fruits de la désespérance et de l'impuissance populaire.

Pourtant le pire n'est pas encore écrit. Il ne tient qu'à nous et à l'ensemble des travailleurs de ce pays de déjouer la politique du pire que nous promet Macron et qui ne peut désormais que

nous amener au fascisme à court terme.

Face à l'extrême droite et ses alliés, il nous faut, en tant que travailleurs et travailleuses retrouver une force collective autonome pour nous défendre.

Nous avons besoin d'un rapport de force en faveur du monde du travail et pour cela notamment d'organisations de travailleurs et travailleuses fortes, capables de défendre nos intérêts face aux attaques de nos droits et de nos libertés.

■ Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Dans le programme électoral du Front populaire de 1936, il n'y avait ni les congés payés, ni la semaine de 40h. Ce qui a fait plier les patrons, la bourgeoisie et la coalition de l'époque, c'est l'action de la classe ouvrière et en particulier les grèves et les occupations d'usine.

Mais la semaine est rapidement passé de nouveau à 48h dans la loi suite la contre-offensive patronale qui n'a pas tardé.

Cela nous montre qu'il est essentiel de compter avant tout sur nous-mêmes, de construire nos propres organisations, nos propres revendications afin que concrètement nous puissions nous défendre.

Nous avons besoin d'un mouvement social d'ampleur susceptible de remettre en cause la dictature actuelle du capital et de faire plier l'arrogance et le mépris de Macron et de la classe qui le porte.

Il nous appartient de le construire.

Face au fascisme, porteur d'un ordre mortifère, et au néo-libéralisme qui brise nos acquis, le combat sera âpre. Alors menons-le.

**Organisons-nous, poussons sur le terrain social et syndical
pour nos droits et libertés !**

**Ensemble faisons émerger un projet de société
en rupture avec le capitalisme qui nous mène dans une impasse !**

5 septembre 2024



<http://cnt-tas.org>

Fédération
Travail, Emploi et
Formation Professionnelle



 cnt_tefp

 cnttefp

 federation.cnt.tefp

 Cnt Tefp

 federation@cnt-tas.org